

gation du traité, il faudrait donc prouver, premièrement, que ses exportations actuelles de produits en franchise n'ont pas d'autre marché; en second lieu, que le rétablissement des droits sur tous ces articles à leur sortie aurait pour effet d'en arrêter complètement l'exportation; enfin, en troisième lieu, que nos affaires de l'année avec les Etats-Unis se solderaient avec une plus forte balance contre le Canada que par le passé. A-t-on jamais essayé d'établir ces trois propositions? Pour notre part, nous disons que si le Canada a besoin du blé-d'inde, des viandes et des céréales américaines, les Etats-Unis, en revanche, ne peuvent guère se passer de nos œufs, de notre beurre, de nos bestiaux, de notre avoine, de notre orge, de notre seigle, de nos laines brutes et surtout de nos pêcheries et de nos canaux pour porter à la mer leurs produits de l'Ouest. Avant 1854, les droits imposés sur l'importation de la plupart de ces produits par les Etats-Unis étaient *d'à peu près* 20 par cent; ils sont aujourd'hui *à peu près* aussi élevés: mais même avec ces droits, nous prétendons que les Etats du Nord continueront comme par le passé de s'approvisionner en partie sur les marchés canadiens. Voici pourquoi.

Personne n'ignore que la population de ces Etats a laissé en grande partie l'agriculture de côté pour se livrer aux industries qui la rétribuent mieux, du moment qu'elle s'est aperçu que le traité de réciprocité lui permettait d'acheter ses articles de consommation et ses produits de ferme sur les marchés canadiens à des prix qui défiaient toute concurrence: en second lieu, la réimposition de droits sur ces articles ne sera pas plus désavantageuse aux Etats du Nord que l'importation de ces mêmes articles de l'Ouest par la voie coûteuse des chemins de fer ou des canaux canadiens, le fret des uns équivalant aux droits à payer sur les autres; en troisième lieu, l'Ouest produit du blé-d'inde et des porcs, mais il ne saurait trouver son compte aux produits de ferme, marchandises encombrantes et d'exportation difficile, tels que bestiaux, graines inférieures, légumes, œufs. L'Américain du Nord est obligé de venir chercher une partie de ses denrées en Canada, lequel sera toujours, à cause de sa proximité, son meilleur marché pour tous ces articles.

Grand nombre de personnes sont restées frappées des razzias de produits canadiens que sont venus faire en Bas-Canada les marchands américains, de la hausse produite par cette demande extraordinaire et des avantages qu'en doit retirer notre agriculture: s'imagineraient-elles, par hasard, que cette demande va durer et que l'Américain avide va continuer d'acheter ainsi nos produits agricoles à n'importe quel prix?